

Le Bureau communautaire s'est réuni le 26/08/2021, sur convocation du Président envoyée le 20 août 2021.

Présents(es) : F. Chartreux, A. Harmand, L. Guyot, C. Sauvage, JP Couteau, P. Monaldeschi, J. Bocanegra, E. Payeur, O. Heyob, R. Sillaire, R. Arnould, M. Gueguen, X. Colin, E. Poirson

Excuses : D. Picard, JL Claudon, JL Starosse

BU2021-28 ENVIRONNEMENT (8.8) – CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE PRESTATION AVEC LA MEDIATION DE L'EAU

La médiation de l'eau, créée en octobre 2009, est un dispositif de médiation de la consommation qui permet de faciliter le règlement amiable des litiges de consommation se rapportant à l'exécution du service public de distribution d'eau et/ou d'assainissement des eaux usées, opposant un consommateur et son service d'eau ou d'assainissement situé en France Métropolitaine et Outre-Mer.

La convention a pour objet d'établir les engagements réciproques de la Médiation de l'eau et de la communauté de communes Terres Toulouises afin de permettre aux abonnés du service de l'eau et de l'assainissement de la communauté de communes Terres Toulouises de recourir aux services de la Médiation de l'eau et de préciser les conditions dans lesquelles les prestations sont rendues par la Médiation de l'eau.

Le Médiateur de l'eau satisfait aux exigences de qualité et remplit les conditions prévues à l'article L613-1 du code de la consommation et figure sur la liste des Médiateurs notifiée à la Commission Européenne par la Commission d'Evaluation et de Contrôle de la médiation de la consommation.

Ainsi, le Médiateur de l'eau garantit au consommateur le respect de certains critères de qualité tels que : diligence, compétence, indépendance, impartialité, transparence, efficacité et équité.

En passant cette convention avec la Médiation de l'eau, la communauté de communes Terres Toulouises, pour les communes pour lesquelles elle est responsable et gestionnaire du service public de l'assainissement et le cas échéant de l'eau potable, garantit à tout consommateur relevant du service, le recours à un dispositif de règlement amiable des litiges prévu par le code de la consommation. La convention est conclue pour une durée indéterminée.

Le montant de l'abonnement sera de 500 € euros, un complément de l'ordre de 40 € à 320 € HT étant dû par instruction selon la complexité du dossier.

Vu la loi n°2014-344 du 17 mars 2014 dite « loi consommation »,

Vu le livre VI du code de la consommation relatif au règlement des litiges – Titre 1er – Médiation,

Vu la délibération n° 2020-04-23 du conseil communautaire en date du 10 septembre 2020 donnant délégation de pouvoir au bureau de l'exécutif en matière de signature de convention n'impliquant pas de dépense supérieure à 5000 € sur l'année pour la collectivité,

En conséquence, le Bureau est invité à :

- **Autoriser Monsieur le Président à signer la convention de partenariat et de prestation de services avec la Médiation de l'eau, ainsi que toutes les pièces consécutives à son exécution,**

Délibération adoptée à l'unanimité.